

A Bienne, l'interminable attente pour renouveler un permis B

MIGRATION La procédure de prolongation du permis de séjour valable un an dure des mois, parfois des années. Logement, emploi: les enjeux peuvent être grands pour les requérants. L'exécutif de la ville évoque un manque de personnel

AMT JULIARD
 @amjuliard

Pour Enas Al Rubaidi, la situation devient «douloureuse». Il y a près de cinq ans, cette femme a déposé une demande de renouveau de son permis B - permis de séjour en général valable un an - auprès du Service des habitants de la ville de Bienne. Elle attend toujours.

Arrivée à Interlaken, dans le canton de Berne, en 2014 grâce au regroupement familial, elle reçoit son premier permis B cette année-là. En 2015, le canton de Berne le renouvelle «sans problème», assure-t-elle. En 2016, son mariage se dégrade fortement et se soldera par un divorce. Elle trouve refuge, accompagnée de sa fille, dans la maison d'accueil de Solidarité Femmes à Bienne. Les ennuis administratifs commencent.

L'exception bernoise

Comme elle est établie à Bienne, c'est désormais cette commune qui est responsable de prolonger son permis de séjour. C'est un point important au contraire de tous les cantons romands, celui de Berne déçoit à ses trois plus grandes villes - Berne, Bienne et Thoune - ses pouvoirs en la matière. En 2016, Enas Al Rubaidi dépose donc sa demande auprès de l'administration communale.

Mais les années passent et le service des migrations du Service des habitants de la ville demande de patienter. Sur conseil des services sociaux qui la suivent, elle prend des cours d'allemand, puis cherche du travail. Problème: sans permis valable, difficile de trouver de l'emploi.

Emplois perdus

En août 2020, en pleine crise sanitaire, le Centre hospitalier de Bienne l'engage temporairement à 60% pour faire des nettoyages, mais le son engagement à la prolongation de son permis B. La ville de Bienne délivre à Enas Al Rubaidi une attestation, valable trois mois, confirmant que cette procédure est en cours. Trois mois plus tard, son contrat n'est pas prolongé. Motif: absence de permis de séjour valable. Rebuté, elle début 2021 avec un autre employeur.

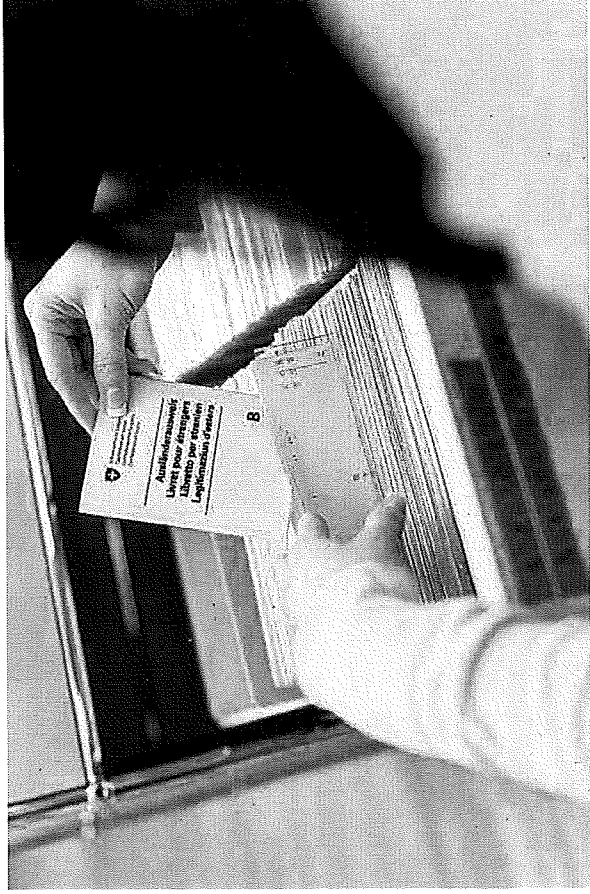
«C'est un cas de déni de justice: plus de quatre ans d'attente pour le renouvellement d'un permis valable un an, c'est disproportionné», déplore Laura Rossi, avocate d'Enas Al Rubaidi et coautrice d'une lettre ouverte en mars 2020. Selon nos sources, ce n'est pas un cas isolé: plusieurs autres Biennaises et Biennolses au passeport étranger attendent depuis plusieurs années.

Conseiller municipal (exécutif)

VALAIS Les députés ont décidé de traiter de la réélection du Ministre public et de son procureur général à huis clos. La règle: le permis, sous certaines conditions. Mais étaient-elles remplies?

CAROLINE SAUR
 @CaroSaur

Scène improbable au parlement valaisan ce mercredi. Alors que les députés s'apprêtent à entamer le dernier point à l'ordre du jour - la réélection du Ministre public et de son procureur général -, la séance s'interrompt. Les caméras, qui retraient la session en direct sur la télévision locale, s'éteignent. Les journalistes sont priés de quitter la salle. Les députés doivent tout d'abord se prononcer sur l'opportunité de tenir ces débats à huis clos. Et cela se fait... à huis clos.



Un permis valable permet d'accéder au logement, à l'emploi, à un compte bancaire ou à une carte SIM. De voyageur librement, aussi. (CHRISTIAN BEUTLER/REXUS/STORBE)

j'ai droit». Sa demande de prolongation, datant de 2020, est toujours pendante.

Le problème semble spécialement aigu à Bienne. Avant mon mariage, j'avais à Bienne (commune limitrophe de Vevey) un permis de séjour en attente de prolongation. Ce permis est assuré par le canton, c'est comme dans un rêve. Tout était fluide et nous il n'avait jamais ren-

«Plus de quatre ans d'attente valable un an, c'est disproportionné»

LAURA ROSSI, AVOCATE

Reste que des personnes présentes dans des dossiers moins complexes doivent aussi faire face à des retards qui entravent leur quotidien. «Avant 2017, mon permis B était prolongé en deux semaines, explique cet étudiant étranger installé à Bienne, qui souhaite le rester anonyme. Depuis, chaque année, le temps d'attente est plus long. A cause de cela, à plusieurs reprises, j'ai dû demander et payer un visa de retour pour pouvoir sortir de Suisse. Je n'en aurais pas eu besoin si j'avais été en possession d'un permis valable, auquel

à une interpellation urgente inter-partis d'octobre 2020, émanant de la gauche mais également signés par des membres du centre droit, le Conseil municipal a révélé qu'environ deux tiers (65%) des demandes étaient traitées dans les temps et que deux à six mois en moyenne étaient nécessaires à la prolongation d'un permis de séjour.

«C'est trop long», s'inquiète Anna Tanner, conseillère de ville socialiste à l'origine du texte. Selon elle, les droits fondamentaux de ces personnes sont menacés. «Un permis valable permet d'accéder au logement, à l'emploi, à un compte bancaire ou à une carte SIM. La liberté de mouvement en dépend aussi.»

Egalement présidente de l'Organisation fédérale des institutions sociales Bienne et région, Anna Tanner est en outre la première signataire d'une motion inter-partis acceptée par le législatif en février.

Celle-ci somme l'exécutif de prendre des mesures immédiates pour que les demandes de prolongation de permis de séjour soient traitées en temps «opportuns». Le Conseil municipal est tenu d'y répondre avant septembre.

A Bienne, en avril, environ 650 demandes de prolongation sont en suspens, selon Beat Feuter, une situation inacceptable à ses yeux. «Dans le secteur orga-

même des différents chefs de groupe du parlement.

Alors que pouvait-il avoir de si confidentiel ce mercredi? Rien de plus si l'on en croit Vincent Rotten, le chef de groupe du PDC du Valais romand. «Les délégués cibles étaient déjà connus. Ils ont notamment été traités par un procureur extrajuridique ou fait l'objet d'un rapport de la Commission de justice ou à aucun moment n'a mentionné le fait que Nicolas Dubuis ne devait pas être reconduit comme procureur général.»

Révu à la radette

C'est d'ailleurs ce qui s'est passé Nicolas Dubuis a été révoqué, après deux jours, par le vote commun des députés à la sortie de la salle, rares sont les députés à commenter leur décision. Président de la Commission de justice du parlement (Cajud), le PLR Stéphanie Ganzler déplore le

nisationnel concerné, il existe un manque de personnel, analyse-t-il. Nous avons créé des postes supplémentaires provisoires, ce qui a permis d'éviter une augmentation des cas suspects et les mesures pour accélérer le traitement des dossiers sont en cours. Selon lui, la situation s'était beaucoup améliorée après la réorganisation du Service des habitants en 2018. «Malheureusement, le change de travail a de nouveau augmenté de manière importante depuis et nous n'arrivons de nouveau plus à suivre.»

Cantons romands plus rapides

A titre de comparaison, selon les réponses recueillies par le quotidien local *Bielier Tagblatt*, les villes de Thoune et de Berne celle de Bienne dans le traitement des dossiers. A Thoune, un permis B est prolongé en deux ou trois semaines à aucune clarification n'est nécessaire. En ville de Berne, c'est entre cinq et vingt jours ouvrables pour 80% des demandes. Selon les données obtenues par *Le Temps*, la durée nécessaire aux cantons romands pour renouveler un permis de séjour varie peu et s'étend de quelques jours à «plusieurs mois» pour les cas plus complexes. ■

Le parlement valaisan se cache pour choisir le procureur général



PUBLICITE

Albin Kistler

Nova team/pixob

choix de huis clos réalisé par le plénum. «Lorsqu'il s'agit d'une élection, les citoyens valaisans ont le droit de savoir ce qui se discute au parlement et les députés doivent assumer leurs propos», appuie-t-il. Il d'ajouter, «La justice a souvent mauvaise presse. Elle est souvent accusée d'être opaque ou de ne pas assez communiquer. Dans son rapport, rendu en début d'année, la Cajud le lui a reproché et aujourd'hui, nous faisons l'exact inverse de ce que nous préconisons.»

Du côté des journalistes, le mécontentement était de mise. L'association de la presse valaisanne annonce qu'elle va réagir à cette décision parlementaire. Elle entend envoyer un courrier à tous les députés pour faire part de son incompréhension, mais aussi leur demander des explications concernant cette décision, dont les motifs restent peu clairs. ■